

Si l'auteur du recours est une personne physique ou une personne morale qui risque de subir directement ou indirectement des nuisances en conséquence de la décision contestée, le recours comprend également une description de ces nuisances.

Si l'auteur du recours est une association qui a la capacité procédurale, visée à l'article 4.7.21, § 2, 3°, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire, le recours comprend également une description des intérêts collectifs qui sont menacés ou lésés par la décision contestée.

Les exigences du présent paragraphe sont prescrites sous peine d'irrecevabilité.

§ 2. Si l'auteur du recours est le demandeur de l'autorisation, ou si le recours émane du fonctionnaire dirigeant du département, du fonctionnaire dirigeant du département ou de l'agence dont fait partie l'instance consultative, désigné en vertu de l'article 4.7.16, § 1^{er}, premier alinéa, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire, ou, en l'absence de ces fonctionnaires, de leurs délégués respectifs, le recours est accompagné si possible d'une copie ou une impression de la décision d'autorisation expresse contestée respectivement de la notification de la décision d'autorisation tacite contestée.

Lorsque l'auteur du recours est le demandeur de l'autorisation et que le recours est dirigé contre une décision tacite de refus qui n'a indûment pas été notifiée par la commune, l'auteur du recours joint une copie ou une impression de l'envoi sécurisé avec lequel la demande d'autorisation a été introduite, ainsi qu'une copie du résultat de l'examen de recevabilité et de complétude visé à l'article 4.7.14, § 2, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire, pour autant qu'il soit disponible.

Si le recours n'est pas interjeté par le demandeur de l'autorisation, le fonctionnaire dirigeant du département, le fonctionnaire dirigeant du département ou de l'agence dont fait partie l'instance consultative, désigné en vertu de l'article 4.7.16, § 1^{er}, alinéa premier, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire, ou, en l'absence de ces fonctionnaires, leurs délégués respectifs, l'attestation d'affichage visée à l'article 4.7.19, § 2, troisième alinéa, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire, est jointe au recours, pour autant qu'elle soit disponible.

Si l'auteur du recours est une association qui a la capacité procédurale, visée à l'article 4.7.21, § 2, 3°, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire, une copie des statuts de l'association est jointe au recours.

Si la province constate que les obligations du présent paragraphe ne sont pas remplies, elle permet à l'auteur de l'appel de compléter le dossier. Les pièces manquantes doivent arriver à l'administration provinciale dans un délai de quinze jours, qui prend cours le lendemain de la notification de l'avis par lequel il est communiqué que les obligations du présent paragraphe n'ont pas été remplies. Si les pièces manquantes disponibles ne sont pas délivrées ou ne sont pas délivrées à temps, cela conduit à l'irrecevabilité du recours.

Art. 2. L'auteur du recours peut joindre à la déclaration de recours les pièces à conviction qu'il estime nécessaires. Les pièces à conviction sont rassemblées par l'auteur du recours et inscrites dans un inventaire.

Lors de la transmission des copies du recours sur la base de l'article 4.7.21, § 4, deuxième alinéa, et § 6, du Code flamand de l'Aménagement du Territoire, l'auteur du recours et le fonctionnaire provincial désigné peuvent se limiter au recours propre et l'inventaire, sans les pièces à conviction, si la reproduction des pièces à conviction est interdite par la réglementation relative aux droits d'auteur ou si le format ou la nature posent des problèmes pratiques.

Communication

Les présentes données peuvent être stockées dans un ou plusieurs fichiers. Ces fichiers peuvent se trouver à la commune auprès de laquelle vous avez introduit la demande, à la province ainsi qu'à l'Administration flamande chargée de l'aménagement du territoire. Elles sont utilisées dans le cadre du traitement de votre dossier. Elles peuvent également être utilisées en vue de l'établissement de statistiques ou à des fins scientifiques. Vous avez le droit de prendre connaissance de vos données dans ces fichiers et, au besoin d'en demander la correction. ».

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 8 janvier 2016.

Bruxelles, le 22 janvier 2016.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29074]

7 JANVIER 2016. — Décret relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Principes

Article 1^{er}. Le présent décret transpose notamment l'article 29 de la Directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail.

Art. 2. Le Gouvernement de la Communauté française veille à la mise en œuvre des objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin en septembre 1995.

Il vise à réaliser l'égalité des droits et la dignité intrinsèque des hommes et des femmes, ainsi que l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française par :

1° l'adoption et la mise en œuvre d'un plan quinquennal d'objectifs stratégiques et de mesures visant la pleine égalité entre hommes et femmes ;

2° l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques, mesures ou actions qu'il prend, en vue d'éviter ou de corriger d'éventuelles inégalités entre les femmes et les hommes ;

3° l'intégration de la dimension de genre dans les budgets et comptes de la Communauté ;

4° le suivi et le pilotage des politiques et mesures adoptées dans le cadre de ce décret.

CHAPITRE II. — *Plan quinquennal d'objectifs stratégiques et mesures*

Art. 3. Sur la base de la déclaration de politique communautaire et du rapport établi conformément à l'article 10, le Gouvernement arrête, au plus tard six mois après sa constitution, un plan quinquennal d'objectifs stratégiques et de mesures qu'il s'engage à adopter et mettre en œuvre dans le courant de la législature, visant la pleine égalité entre hommes et femmes.

Ce plan quinquennal reprend pour chacune des compétences de la Communauté, les objectifs, les mesures et réformes spécifiques à adopter et mettre en œuvre sur la législation.

Le Gouvernement procède à un suivi et une évaluation annuelle de la mise en œuvre du plan quinquennal.

CHAPITRE III. — *Intégration de la dimension de genre*

Art. 4. Sans préjudice du décret du 12 décembre 2008 de la Communauté française relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination modifié par le décret du 5 décembre 2013, chaque ministre intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences.

À cet effet :

1° il/elle établit, pour chaque projet d'acte législatif et réglementaire, un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, dit « test genre » ;

2° il/elle veille à intégrer la dimension de genre dans les contrats d'administration ainsi que dans tout autre instrument de planification stratégique et opérationnel des services du Gouvernement, des organismes d'intérêt public et des entreprises publiques autonomes, qui relèvent de sa compétence ;

3° il/elle établit les indicateurs de genre pertinents permettant de mesurer le processus d'intégration de la dimension de genre dans la mise en œuvre de ses politiques ;

4° il/elle veille, dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides, à la prise en considération de la dimension de genre.

Art. 5. Chaque ministre veille, dans les domaines relevant de ses compétences, à ce que les statistiques que les services du Gouvernement et les organismes d'intérêt public produisent, collectent et commandent dans leur domaine d'action soient ventilées par sexe et que des indicateurs de genre soient établis.

Art. 6. Le Gouvernement détermine les modalités d'application de l'article 4, en particulier, le modèle de rapport d'évaluation de l'impact, dit « test genre ».

CHAPITRE IV. — *Intégration de la dimension de genre dans le processus budgétaire*

Art. 7. Les crédits relatifs aux actions visant à réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes sont identifiés par département ministériel, service administratif à comptabilité autonome, organismes d'intérêt public et entreprises publiques autonomes qui relèvent des compétences de la Communauté française dans une note de genre, annexée à chaque projet de décret contenant le budget général des dépenses.

Le Gouvernement détermine une méthode permettant d'intégrer la dimension de genre dans l'ensemble du cycle budgétaire.

CHAPITRE V. — *Suivi et pilotage*

Art. 8. Il est institué un Groupe de coordination chargé d'assurer la mise en œuvre des objectifs du décret tels que définis à l'article 2 al. 2 1° à 3°.

Le Groupe est présidé par le/la représentant-e du/de la Ministre des Droits des femmes ou à défaut de l'Égalité des chances.

La Direction de l'égalité des chances assure le secrétariat.

Le Gouvernement fixe la composition de ce groupe, tend à assurer la parité hommes-femmes, et établit un règlement d'ordre intérieur.

Art. 9. Les services du Gouvernement sont chargés de l'accompagnement et du soutien du processus de l'intégration de la dimension de genre dans les politiques, mesures ou actions publiques.

Art. 10. Le Groupe de coordination établit un rapport annuel d'évaluation de la mise en œuvre des objectifs du décret tels que définis à l'article 2 al. 2. 1° à 3°.

Ce rapport est transmis au Parlement à mi-législature et en fin de législature.

Le rapport porte sur le suivi des mesures et politiques mises en œuvre par le Gouvernement. Il intègre notamment :

- les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs ;
- les statistiques par domaine d'action, ventilées par sexe, établies conformément à l'article 5 ;
- une analyse des différences et problèmes qui subsistent ;
- des propositions de politiques et mesures nouvelles pour éviter ou corriger les inégalités constatées.

Le Gouvernement détermine le modèle de rapport.

Art. 11. Le décret du 28 janvier 2005 modifiant le décret du 19 décembre 2002 portant le suivi des résolutions de la conférence des Nations Unies sur les Femmes à Pékin, est abrogé.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur, au plus tard, le 1^{er} janvier 2017.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} pour chacune de ses dispositions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 janvier 2016.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,
Joëlle MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
Jean-Claude MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
Rachid MADRANE

Le Ministre des Sports,
René COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
André FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Isabelle SIMONIS

—
Note

(1) Session 2015-2016

Documents du Parlement. Projet de décret, n°215-1. – Rapport, n°215-2.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 6 janvier 2016.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29074]

**7 JANUARI 2016. — Decreet houdende integratie van de genderdimensie
in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Beginsels*

Artikel 1. Dit decreet zet inzonderheid de Richtlijn 2006/54/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 5 juli 2006 betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke kansen en gelijke behandeling van mannen en vrouwen in arbeid en beroep om.

Art. 2. De Regering van de Franse Gemeenschap zorgt voor de tenuitvoerlegging van de doelstellingen van de Vierde Wereldvrouwenconferentie die in september 1995 te Peking plaatsvond.

Dit decreet strekt ertoe gelijke rechten en de intrinsieke waardigheid van mannen en vrouwen te verwezenlijken, alsook de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap door:

de aanneming en het implementeren van een vijfjarenplan van strategische doelstellingen en maatregelen ter bevordering van de volle gelijkheid tussen mannen en vrouwen;

de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen, maatregelen of acties die ze onderneemt om mogelijke ongelijkheden tussen vrouwen en mannen te vermijden of weg te werken;

de integratie van de genderdimensie in de begrotingen en rekeningen van de Gemeenschap;

de follow-up en de sturing van de beleidslijnen en maatregelen die in het kader van dit decreet worden aangenomen.

HOOFDSTUK II. — *Vijfjarenplan van strategische doelstellingen en maatregelen*

Art. 3. Op basis van de beleidsverklaring van de Gemeenschap en van het verslag opgesteld overeenkomstig artikel 10, bepaalt de Regering, ten laatste zes maanden na haar samenstelling, een vijfjarenplan van strategische doelstellingen en maatregelen die zij er zich toe verbindt aan te nemen en te implementeren gedurende de legislatuur, met als doel de volle gelijkheid tussen mannen en vrouwen.

Dit vijfjarenplan neemt voor iedere van de bevoegdheden van de Gemeenschap, de bijzondere doelstellingen, maatregelen en hervormingen die aangenomen en in uitvoering gebracht moeten worden tijdens de legislatuur.

De Regering zorgt voor een follow-up en een jaarlijkse evaluatie van de implementering van het vijfjarenplan.

HOOFDSTUK III. — *Integratie van de genderdimensie*

Art. 4. Onverminderd het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, integreert elke minister de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn/haar bevoegdheden vallen.

Daartoe :

1° stelt hij of zij, voor elke wetgevende en reglementaire akte, een verslag op over de evaluatie van de impact van het project op de respectieve toestand van vrouwen en mannen, genoemd "gendertest";

2° zorgt hij of zij ervoor dat de genderdimensie opgenomen wordt in bestuursovereenkomsten alsook in elk ander instrument voor de strategische en operationele programmering van de diensten van de Regering, de instellingen van openbaar nut en autonome overheidsbesturen die onder haar bevoegdheid ressorteren;

3° stelt hij of zij de relevante genderindicatoren op die toelaten de integratie van de genderdimensie in het implementeren van zijn of haar beleidslijnen te meten;

4° zorgt hij of zij, in het kader van de procedures voor de toekenning van overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies, voor het in aanmerking nemen van de genderdimensie.

Art. 5. Elke minister zorgt, op de gebieden waarvoor hij of zij bevoegd is, ervoor dat de statistieken die door de diensten van de Regering en de instellingen van openbaar nut voortgebracht, ingewonnen en besteld worden in hun actiegebied per seks geventileerd worden en dat de genderindicatoren vastgesteld worden.

Art. 6. De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van artikel 4, inzonderheid het model van het verslag over de evaluatie van de impact, "gendertest" genoemd.

HOOFDSTUK IV. — *Integratie van de genderdimensie in het begrotingsproces*

Art. 7. De kredieten met betrekking tot de acties ertoe strekkend de gelijkheid tussen mannen en vrouwen te verwezenlijken, worden per ministerieel departement, administratieve dienst met autonome boekhouding, instellingen van openbaar nut en autonome overheidsbedrijven die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, in een gendernota geïdentificeerd, die bij elk ontwerpdecreet houdende de algemene uitgavenbegroting gevoegd wordt.

De Regering bepaalt een methode waarbij de genderdimensie in het geheel van de budgettaire cyclus wordt geïntegreerd.

HOOFDSTUK V. — *Follow-up en sturing*

Art. 8. Er wordt een Coördinatiegroep ingesteld belast met het implementeren van de doelstellingen van het decreet zoals bepaald bij artikel 2, tweede lid, 1° tot 3°.

De groep wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger(-ster) van de Minister voor Vrouwenrechten of bij gebreke daaraan de Minister voor Gelijke Kansen.

De Directie voor Gelijke Kansen neemt het secretariaat waar.

De Regering bepaalt de samenstelling van deze groep, behartigt de pariteit tussen mannen en vrouwen, en stelt een huishoudelijk reglement op.

Art. 9. De diensten van de Regering worden belast met de begeleiding van en de steun aan het integratieproces van de genderdimensie in de beleidslijnen, maatregelen of openbare acties.

Art. 10. De Coördinatiegroep stelt een jaarlijks verslag op over de evaluatie van de implementering van de doelstellingen van het decreet zoals bedoeld bij artikel 2, tweede lid, 1° tot 3°.

Dit verslag wordt bij het midden en het einde van de legislatuur aan het Parlement toegestuurd.

Het verslag heeft betrekking op de follow-up van de maatregelen en de beleidslijnen in uitvoering gebracht door de Regering. Het bevat inzonderheid:

de vorderingen in het verwezenlijken van de doelstellingen;

de statistieken per actiegebied, per seks geventileerd, opgesteld overeenkomstig artikel 5;

een analyse van de verschillen en problemen die blijven bestaan;

voorstellen van nieuwe beleidslijnen en maatregelen om de vastgestelde ongelijkheden te vermijden en weg te werken.

De Regering bepaalt het model van verslag.

Art. 11. Het decreet van 28 januari 2005 houdende wijziging van het decreet van 19 december 2002 tot wijziging van het decreet van 19 december 2002 houdende de opvolging van de resoluties van de conferentie van de Verenigde Naties over de Vrouwen te Peking, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking, ten laatste, op 1 januari 2017.

De Regering kan een datum van inwerkingtreding bepalen die voorafgaat aan deze vermeld in het eerste lid voor elk van de bepalingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 januari 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 215-1.- Verslag, nr. 215-2.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 6 januari 2016.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29076]

21 JANVIER 2016. — Décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, fait à Bruxelles le 12 juillet 2006 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article unique. L'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, fait à Bruxelles le 12 juillet 2006, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 2016.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,
Joëlle MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
Jean-Claude MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
Rachid MADRANE

Le Ministre des Sports,
René COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
André FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Isabelle SIMONIS

—
Note

(1) Session 2015-2016

Documents du Parlement. Projet de décret, n°221-1. – Rapport, n°221-2.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 20 janvier 2016.